

surer l'aide indispensable du Kremlin pour maintenir le capitalisme sur un continent qui, comme ils s'en rendaient parfaitement compte, serait déchiré par des soulèvements révolutionnaires. Après avoir repoussé la ruée révolutionnaire avec succès, ils pourraient porter leur attention en vue de ramener ces pays dans l'orbite impérialiste. Ce fut peut-être pour Churchill, en tant que chef d'un empire croulant, une amère pilule à avaler. Mais Roosevelt était sûr que cette concession avait seulement un caractère temporaire; et qu'à l'étape suivante, l'impérialisme américain, avec ses richesses incalculables, son appareil industriel sans rival, et sa puissance militaire, briserait tous les obstacles qui se dresseraient sur son chemin vers la domination mondiale. Il est clair aujourd'hui que Roosevelt vit plus loin que Staline à Téhéran en 1943. L'impérialisme américain a déjà été payé comptant quant à la première moitié, la plus décisive, de son marché avec Staline. Le flux révolutionnaire,

pour le moment, a été arrêté et canalisé en Europe. Et maintenant Washington se met en marche pour accomplir la tâche suivante : ouvrir l'Europe orientale et la plier à ses fins impérialistes ; isoler en outre l'Union soviétique et mobiliser l'opinion publique contre elle. Tel est le vrai bilan de Téhéran.

Pourquoi donc, pouvons-nous demander, l'oligarchie du Kremlin, qui fit montre d'une telle timidité et de tant de prudence dans sa politique étrangère d'avant guerre, s'engage-t-elle maintenant dans une voie qui la force à se mesurer irrémédiablement avec l'Angleterre et l'Amérique ? Pourquoi le Kremlin persiste-t-il dans une politique pleine de danger, qui ne peut que précipiter le choc militaire entre lui-même et ses adversaires capitalistes mondiaux ? Que fait-il précisément en Europe orientale et quelle sorte d'économies et d'Etats sont en procès de construction là-bas ?

La politique soviétique

Il est plus facile de comprendre la politique soviétique et les développements dans sa « zone d'influence » en examinant les événements dans leur ordre chronologique.

En 1944-45, l'approche de l'Armée rouge donna, en Europe orientale, un essor aux soulèvements révolutionnaires dans chaque pays. Les masses croyant, dans leur ignorance, que l'Armée rouge était encore le porte-drapeau de la révolution socialiste, occupèrent les usines et diverses institutions gouvernementales dès la retraite des armées nazies, sûres du soutien des troupes approchantes. Du même coup, la plupart des gros capitalistes et des propriétaires fonciers, qui avaient collaboré à un degré plus ou moins grand avec les nazis, s'enfuirent devant l'Armée rouge, craignant non seulement pour leurs propriétés mais aussi pour leur vie.

Dans ces circonstances, avec l'écroulement complet des appareils capitalistes, c'eût été un jeu d'enfant pour l'Armée rouge de consolider la victoire du peuple, de protéger et de garantir les Etats soviétiques nouvellement créés et d'embraser ainsi toute l'Europe. Mais, hélas ! l'Armée rouge entra en Europe orientale en instrument de la politique contre-révolutionnaire du Kremlin. Elle ne soutint pas les soulèvements révolutionnaires des masses ; elle les supprima.

En avril 1944, quand l'Armée rouge marchait sur la Roumanie, Molotov fit une déclaration assurant aux capitalistes du monde que « la structure sociale existante de la Roumanie » ne serait pas touchée. La radio C.B.S. enregistra une émission de Moscou, le 20 septembre, quand l'Armée rouge se trouvait déjà en Europe orientale, qui annonçait pareillement : « L'Union soviétique n'introduira pas son régime social dans d'autres Etats et elle ne change pas l'ordre qui y existe. »

Les masses balkaniques ne prêtèrent aucune attention à ces avertissements sévères, et très probablement elles ne les connurent même pas. Elles se soulevèrent contre leurs tyrans et oppresseurs de toujours, croyant fermement que l'Armée rouge les aiderait à pren-

dre leur destin dans leurs propres mains.

Les correspondants des pays occidentaux rapportèrent qu'une grande poussée révolutionnaire eut lieu en Roumanie coïncidant avec l'approche de l'Armée rouge et son entrée dans ce pays. Voyant leur domination menacée par le soulèvement des masses d'une part, et par l'avance de l'Armée rouge vengeresse de l'autre, les capitalistes et les propriétaires fonciers roumains organisèrent un coup d'Etat, le 23 août 1944, sous la direction du roi Michel. Le roi résolut soudain de faire figure de grand « démocrate » ; il dénonça la politique pro-allemande antérieure du gouvernement et forma un nouveau cabinet de Front populaire, composé des partis roumains traditionnels, avec un officier général réactionnaire, Constantin Sănătescu à sa tête. Les stalinien et les social-démocrates se hâtèrent d'entrer dans le cabinet ; et, grâce à leur habile assistance, la montée révolutionnaire fut réprimée avec succès. Cela permit aux vieilles cliques dirigeantes de se rétablir, et le régime décrépît, moribond, des capitalistes et des propriétaires fonciers de Roumanie fut de nouveau ramené à la vie. Des groupes isolés d'ouvriers, qui persistaient à refuser de se soumettre ou qui cherchaient à troubler « la loi et l'ordre » rétablis, furent rapidement supprimés par le commandement de l'Armée rouge et, plus tard, par la police intérieure rétablie, et pareillement dirigée et équipée par les staliniens.

En Bulgarie, l'entrée des troupes rouges fut le signal d'un soulèvement révolutionnaire sur une grande échelle. Les dépêches signalaient que, dans la capitale, le drapeau rouge flottait sur tous les bâtiments gouvernementaux comme sur des milliers de maisons privées. Nous avons lu que des arrestations immédiates de fascistes par les masses armées eurent lieu ainsi que d'énormes manifestations dans les principales villes, qu'une grève de cheminots paralysa le gouvernement ; les autorités militaires avaient perdu tout contrôle effectif de la situation. La guerre civile avait commencé. Les masses bulgares se préparaient pour la nouvelle aube rouge.

La réaction stalinienne

Mais tous les espoirs révolutionnaires qui avaient soulevé les masses furent bien vite précipités à terre. Les leaders staliniens locaux, travaillant aux côtés des autorités de l'Armée rouge, étouffèrent les flammes de la guerre civile. Joseph M. Lévy, le correspondant du *New-York Times*, téléphona de Sofia, le 21 septembre, que : « Dans quelques-unes des provinces... il y a eu des cas de pillage et même de meurtre de fascistes suspects, mais ces actes furent bien vite arrêtés par la milice, qui est composée de jeunes gens et de jeunes filles strictement disciplinés. » Il ajoutait que : « Les leaders communistes (staliniens) font tout leur possible pour empêcher les extrémistes dans le parti de faire de l'agitation pour la soviétisation du pays. »

Quand les staliniens locaux se montrèrent incapables de remplir leur tâche contre-révolutionnaire, l'Armée rouge prenait leur place. Lévy déclara :

« En plusieurs occasions, quand les communistes locaux, dans les provinces, essayèrent de chasser les hauts fonctionnaires de la ville et de prendre les affaires en main, ils reçurent l'ordre des autorités militaires russes de rendre leurs postes aux anciens fonctionnaires, jusqu'à ce qu'on eût reçu des instructions du gouvernement du Front patriotique de Sofia. »

Un régime « Quisling » de Front populaire, pareil à celui de la Roumanie, avait été formé sous le titre de gouvernement de Front patriotique. Le cabinet, qui incluait son contingent de staliniens et de sociaux-démocrates, était dirigé par Kimon Georgieff, président du Conseil, et Damian Velcheff, ministre de la Guerre, tous deux membres du groupe Zveno, une clique militaire semi-fasciste.

Le nouveau gouvernement, soutenu par les baïonnettes de l'Armée rouge, procéda immédiatement à la « pacification » des masses turbulentes et au « rétablissement de l'ordre ». John Chamley, correspondant spécial du *News Chronicle* de Londres, rapporta que le gouvernement publia un appel ordonnant aux soldats bulgares de retourner dans leurs casernes. Il promit qu'une partie de la milice antifasciste serait incorporée dans l'armée régulière. De plus, il donna l'ordre à tous les civils armés de se présenter à des endroits indiqués et de rendre leurs armes. Ainsi le nouveau gouvernement, un bloc de politiciens capitalistes traditionnels, de semi-fascistes bulgares et de « Quislings » staliniens et sociaux-démocrates, soutenus par le Kremlin, commença son œuvre gouvernementale à la manière classique de toutes les contre-révolutions : par le désarmement des masses insurgées. Anton Yugoff, le ministre stalinien de l'Intérieur, ayant la police sous ses ordres, fit de son mieux pour rassurer les capitalistes : qu'ils n'avaient rien à craindre, que les staliniens étaient absolument « dignes de confiance ». Il dit : « Le gouvernement dont je suis membre, et au nom duquel je parle, nie catégoriquement avoir la moindre intention d'établir un régime communiste en Bulgarie. Il n'y a aucune vérité dans les rumeurs selon lesquelles le gouvernement aurait l'intention de nationaliser n'importe quelle entreprise privée dans ce pays. »

En Tchécoslovaquie, l'approche de l'Armée rouge déclencha un boulever-